

Print

## Les États-Unis financent des médias étrangers «indépendants»

De [Julie Lévesque](#)

Global Research, avril 23, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-financent-des-medias-etranagers-independants/5444668>



Le magazine étasunien *Foreign Policy* a publié récemment un texte intitulé [Les hurluberlus, les trolls et les idiots utiles](#) (Cranks Trolls and Useful Idiots), dans lequel l'auteur, Dalibor Rohac, traque « les guerriers de l'information de la Russie » lesquels ont selon lui infesté le web de mensonges et de propagande sur des sites web potentiellement payés par le gouvernement russe.

Rohac écrit:

Tout au long du conflit dans l'est de l'Ukraine, ces sites ont systématiquement régurgité la propagande russe, répandant des mensonges, des demi-vérités, et des théories du complot, souvent directement traduits du russe [...]

L'hebdomadaire tchèque Respekt a publié un [article de fond](#) sur le mystérieux site de « nouvelles » Aeronet (également connu sous le nom AENews). Lancé en 2001 par des passionnés d'aviation, le site a changé de propriétaire plusieurs fois. Depuis l'été 2014, il a régulièrement publié des articles [accusant](#) le nouveau gouvernement ukrainien de fascisme et [alléguant](#) que des mercenaires étasuniens et britanniques se battaient dans l'est de l'Ukraine. (Dalibor Rohac, [Cranks, Trolls, and Useful Idiots](#), *Foreign Policy*, 12 mars, 2015)

Premièrement, regardons la faiblesse des allégations dans l'article.

L'auteur accuse des médias de faire exactement ce que lui-même et les médias traditionnels étasuniens font généralement lorsqu'ils traitent de questions touchant à la politique étrangère, comme la question ukrainienne : ils «[régurgitent systématiquement la propagande étasunienne, répandent] des mensonges, des demi-vérités, et des théories du complot ». Ils ont toutefois l'avantage de ne pas avoir besoin de traduire quoi que ce soit. Apparemment pour Rohac, un article écrit en russe est nécessairement de la propagande russe. C'est aussi simple que cela : les Russes ne produisent tout simplement pas de contenu journalistique honnête. Cet argument à propos de textes « directement traduit de sources russes » n'est pas seulement faible, il est xénophobe.

Les exemples de l'auteur pour prouver ses points sont faibles. Aeronet n'est pas le seul site à avoir non seulement accusé, mais aussi prouvé la nature fasciste du gouvernement ukrainien. De nombreux médias indépendants ont publié de nombreux articles à cet effet, démontrant que plusieurs figures clés au sein du gouvernement non élu sont des néonazis et que le Bataillon d'Azov est rempli de membres liés à des groupes néonazis:

**Svoboda et le Secteur droit** (Right Sektor) (sans compter les anciens membres du défunt parti fasciste UNA-UNSO), ont non seulement intégré le Cabinet, **les deux principales entités néonazies se sont vues confier des positions clés qui leur accordent de facto le contrôle des forces armées, de la police, de la justice et de la sécurité nationale** .

Alors que le parti de Iatseniouk contrôle la majorité des portefeuilles et que le chef néonazi de Svoboda, Oleh Tyahnybok, n'a pas eu de poste ministériel important (apparemment à la demande de la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland), **les membres de Svoboda et de Secteur droit occupent des postes clés dans le domaines de la défense, de l'application de la loi, de l'éducation et de l'économie**. (Michel Chossudovsky, [Les États-Unis ont installé un gouvernement néonazi en Ukraine](#), *Mondialisation.ca*, mars 2014)

Même les grands médias comme *The Guardian* et la BBC ont admis que « de nombreux membres [du Bataillon d'Azov] ont des liens avec des groupes néonazis », bien qu'ils minimisent leurs propres

déclarations en disant que leur présence est « exagérée » :

« Je n'ai rien contre les nationalistes russes, ou une grande [Russie](#) », a déclaré Dimitri, [un membre du [bataillon d'Azov](#)...] « **Mais Poutine n'est même pas un Russe. Poutine est un juif.** »



**Le symbole du bataillon n'est pas sans rappeler la [Wolfsangel](#) nazie**, même si le bataillon prétend qu'elle représente en réalité les lettres N et I superposées, signifiant « idée nationale ». **Bon nombre de ses membres ont des liens avec des groupes néonazis** et même ceux qui rient de l'idée

qu'ils soient des néonazis ne l'ont pas nié de manière très convaincante. ([Shaun Walker, Azov fighters are Ukraine's greatest weapon and may be its greatest threat](#), The Guardian, 10 septembre 2014)

Mikael Skillt est un tireur d'élite suédois ayant sept ans d'expérience dans l'armée et la Garde nationale suédoise. Il se bat actuellement avec le Bataillon Azov, un groupe armé volontaire pro-ukrainien dans l'est de l'Ukraine [...] **Quant à ses opinions politiques, M. Skillt préfère se qualifier de nationaliste, mais en réalité, ses points de vue sont typiquement néonazis** [...]

**M. Skillt croit que les races (sic) ne devraient pas se mélanger. Il dit que les juifs ne sont pas des Blancs et qu'il ne faut pas les mélanger avec les Blancs.** Son prochain projet est d'aller se battre pour le président syrien Bachar al-Assad parce qu'il croit M. Assad se tient debout face au « sionisme international ». (Dina Newman , [Ukraine conflict: 'White power' warrior from Sweden](#), BBC News, 16 juillet 2014)

En ce qui concerne le deuxième argument de Rohac relativement aux mercenaires occidentaux qui se battent en Ukraine, en mai dernier plusieurs médias ont rapporté que les mercenaires de la société militaire privée Blackwater, désormais appelée Academi, opéraient en Ukraine. L'information n'est pas venue du Kremlin, mais plutôt d'une source médiatique allemande et a été publiée par le média de masse allemand *Bild am Sonntag* :

**Environ 400 mercenaires d'élite de la société étasunienne notoire de sécurité privée Academi (anciennement Blackwater) participent à l'opération militaire ukrainienne contre les manifestants antigouvernementaux** dans les régions du Sud-Est du pays, selon un média allemand.

**Citant une source du milieu du renseignement**, le journal *Bild am Sonntag*, écrivait dimanche que les employés d'Academi sont impliqués dans la répression militaire de Kiev envers les militants pro-autonomie près de la ville de Slaviansk, dans la région de Donetsk. ([400 US mercenaries 'deployed on ground' in Ukraine military op](#), Rt.com, 11 mai 2014)

Quelques jours après les révélations allemandes, le magazine français *Paris Match* a publié un article citant des témoins affirmant avoir vu des mercenaires étrangers sur le terrain en Ukraine :



Plusieurs témoins assurent avoir entendu certains des miliciens parler avec un fort accent de l'ouest ukrainien. Ils ont aussi remarqué plusieurs hommes venus du Caucase, possiblement des mercenaires tchéchènes. **D'autres, ne parlaient jamais, semblaient étrangers à la région.** Le photographe de guerre Jérôme Sessini a passé près d'une heure à côtoyer ces miliciens avant qu'ils n'ouvrent le feu.

« **Ce n'est pas une certitude, mais à leur attitude générale et à leurs gestes très précis, j'ai eu la nette impression – disons à 95% – qu'il y avait des mercenaires américains ou formés par les Américains parmi eux** » explique Sessini, qui a côtoyé pendant plusieurs années les hommes des sociétés

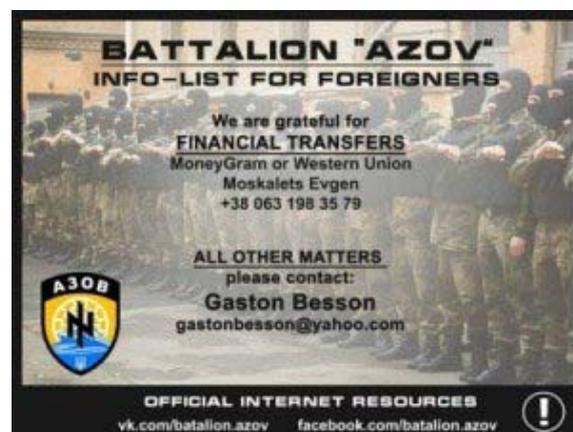
### de sécurité privée américaines lors de ses reportages en Irak et en Afghanistan.

Plusieurs de ces hommes étaient masqués, ou drapés dans des keffieh, ce qui rend difficile de pointer qui parmi eux a tiré les coups mortels. (Alfred De Montesquiou, [Révélations sur la tuerie Krasnoarmeïsk](#), Paris Match, 15 mai 2014)

À la fin janvier de cette année, un homme armé en uniforme parlant clairement avec un accent anglais a également été [filmé](#) par un réseau de télé local ukrainien. Il a ensuite été identifié comme étant Christopher Garrett alias [Leon Swampy](#). Selon RT, il n'était pas le seul :

« **Des gens armés en uniforme parlant couramment l'anglais sans accent ont été repérés à Marioupol après un tir de roquette**, alimentant les allégations selon lesquelles des membres de sociétés militaires privées étrangères servent au sein des troupes ukrainiennes. ([Ukraine: Military-Clad English-speakers Caught on Camera in Mariupol Shelling Aftermath. Who Are They?](#), RT 26 janvier 2015)

Le recrutement de combattants pour l'Ukraine par des Français est un fait également bien documenté. L'ancien membre de la Légion étrangère Gaston Besson a fait du [recrutement pour le Bataillon d'Azov](#). Plus d'informations sur les légions de l'OTAN [ici](#).



Donc, comme nous pouvons voir, ce que l'auteur de Foreign Policy qualifie d'« accusations » et d'« affirmations » sont en réalité des faits vérifiés et facilement vérifiables pour quiconque sait se servir d'un ordinateur.

Rohac admet qu'« il n'y a aucune preuve directe reliant le site Aeronet à la Russie », tout en

suggérant qu'« il est géré par un individu ou une organisation dont les motifs sont étroitement alignés avec ceux du Kremlin ».

Les raisons qu'il invoque pour justifier le lien possible sont peu convaincantes : « le contenu politique du site, le secret qui l'entoure et son apparence relativement professionnelle ». En outre, souligne Rohac, l'éditeur d'Aeronet affirme qu'il se rend parfois à Moscou pour affaires, ajoutant qu'il a « des amis en Russie. » Cela ne prouve rien et ne tiendrait pas devant un juge.

Le site Aeronet est clairement critique des États-Unis et de la propagande antirusse, mais cela n'implique pas systématiquement un financement russe. Il existe de nombreux organes de presse occidentaux indépendants, y compris celui-ci, qui expriment un point de vue similaire et n'ont aucun lien avec le gouvernement russe.

Ce texte de Foreign Policy est typique de la chasse aux sorcières post 11-Septembre des grands médias. De nos jours si vous publiez des articles qui critiquent les politiques occidentales et contredisent le discours biaisé des médias occidentaux, vous êtes soit un « site de conspirations » ou un obscur organe de propagande du Kremlin ou de quiconque est l'ennemi du jour. Il est devenu évident pour bien des citoyens occidentaux que ceux qui lancent les accusations sont ceux qui commettent le délit. Les médias occidentaux se livrent à la propagande de guerre pour Washington depuis très longtemps et ont propagé de nombreuses théories du complot (entre bien d'autres, les armes de destruction massive de l'Irak, l'utilisation par le gouvernement syrien d'armes chimiques contre des civils, les forces de Kadhafi sur le Viagra violant des femmes libyennes).

### **Le financement étasunien de médias « indépendants » à l'étranger**

Alors que les grands médias occidentaux accusent souvent la Russie de financer secrètement des organes de presse contrôlés par l'État on ne parle presque pas, voire jamais, du financement étasunien de médias étrangers.

Le gouvernement des États-Unis finance des médias à l'étranger et la plupart du temps brouille ses pistes en finançant de soi-disant organisations non-gouvernementales (ONG), qui à leur tour donnent des subventions à des médias étrangers alignés sur le discours dominant des médias occidentaux.

Quand la Russie le fait, les médias qui reçoivent les fonds sont considérés comme étant contrôlés par l'État. Cependant, lorsque les États-Unis s'adonnent au même exercice, le geste est présenté de cette manière très orwellienne propre à l'Amérique comme un effort pour « développer un secteur médiatique indépendant à l'étranger ». Des « médias indépendants » financés par l'État? Ça ressemble étrangement à un oxymore.

Depuis 2007, le gouvernement étasunien a directement donné au moins 25,5 millions de dollars en subventions à diverses organisations étasuniennes à but non lucratif pour des projets médiatiques en Ukraine seulement. Sur 18 subventions, 14 sont allées à [Internews Network](#). Un rapide coup d'œil sur son site Internet montre que cette ONG est alignée au discours des médias traditionnels occidentaux, donc avec la politique étrangère de la Maison-Blanche. Parmi les bailleurs de fonds du réseau Internews se trouvent de nombreuses agences gouvernementales ainsi que des « fabricants de démocratie » occidentaux bien connus, à savoir des organisations engagées dans la promotion des intérêts des États-Unis à l'étranger en prétextant défendre la démocratie et les droits humains. En voici quelques-uns :

Rockefeller Brothers Fund

Rockefeller Family & Associates

Rockefeller Foundation John D. and Catherine T. MacArthur Foundation

John S. and James L Knight Foundation

Google

Open Society Foundations

Omidyar Network

European Commission

Différents Ministères des affaires étrangères et organismes de développement international (Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni, États-Unis)

Groupe de la Banque mondiale

Freedom House

National Democratic Institute (NDI) (organisation des démocrates, à but non lucratif)

National Endowment for Democracy (NED)

Freedom House et le National Endowment for Democracy (NED) se sont avérés être des partenaires de la CIA par le passé. Comme l'[explique Robert Parry](#), « Freedom House et le National Endowment for Democracy soulignent leur attachement à la liberté de pensée et à la démocratie, mais les deux ont coopéré avec une opération de propagande organisée par la CIA dans les années 1980, selon des documents publiés par la bibliothèque présidentielle de Ronald Reagan ».

Le NED a mainte fois été lié à des « activistes » dans les pays étrangers où les gouvernements ne sont pas soumis à Washington et s'y opposent. D'une certaine manière, le NED a remplacé la CIA. Sur sa [page web](#), le NED affirme qu'après la Seconde Guerre mondiale, « les responsables politiques américains ont recouru à des moyens clandestins en envoyant des conseillers, du matériel et des fonds pour soutenir les journaux et partis en état de siège en Europe. Lorsque l'on a révélé vers la fin des années 1960 que certaines ONG étasuniennes recevaient du financement clandestin de la CIA pour mener un guerre d'idées dans des forums internationaux, l'administration Johnson a conclu que ce financement devait cesser, recommandant l'établissement d'un "mécanisme public-privé" pour financer ouvertement des activités à l'étranger ».

Ainsi naquit la NED. La fondation se décrit comme étant non gouvernementale même si elle est « financée en grande partie par le Congrès étasunien [...] et distribue des fonds à des organisations privées dans le but de promouvoir la démocratie à l'étranger ». Puisqu'il est bien connu et documenté que les États-Unis renversent depuis longtemps des gouvernements de gauche démocratiquement élus et appuient des dictatures à travers le monde, comme l'Arabie saoudite, la prétention de la NED « de promouvoir la démocratie à l'étranger » est absurde.

Comme nous pouvons le voir dans ces articles des années 1970 et 1980, l'instauration par le président Johnson d'« un mécanisme public-privé » pour financer ouvertement des activités à l'étranger » n'a pas mis un frein à la propagande médiatique de la CIA.

**A Worldwide Network for Dissemination of Propaganda Was Built by the C.I.A.**

Continued From Page A1

men may still roam the world, disguised as correspondents for obscure trade journals or business newsletters.

The C.I.A.'s propaganda operation was first headed by Tom Braden, who is now a syndicated columnist, and was run for many years by Cord Meyer Jr., a popular campus leader at Yale before he joined the C.I.A.

Mr. Braden said in an interview that he had never really been sure that "there was anybody in charge" of the operation and "hat Frank Wisner kind of handled it off the top of his head." Mr. Meyer declined to talk about the operation.

However, several other former C.I.A. officers said that, while the agency was wary of telling its American journalists-agents what to write, it never hesitated to manipulate the output of its foreign-based "assets." Among those were a number of English-language publications read regularly by American correspondents abroad and by reporters and editors in the United States.

Most of the former officers said they had been concerned about but helpless to avoid the potential "blow-back"—the possibility that the C.I.A. propaganda filtered through these assets, some of it

tions through a C.I.A. front in New York called Foreign Publications Inc.

The dozen recipients of these subsidies reportedly included *Avance*, *El Mundo*, *El Prensa Libre*, *Bohemia* and *El Diario de las Americas*. In addition, the C.I.A. is said to have financed AIP, a radio news agency in Miami that produced programs sent free of charge to more than 100 small stations in Central and Latin America.

The C.I.A. initially intended to clandestinely distribute copies of the subsidized publications into Cuba, but that plan was dropped after the Cuban exiles who had agreed to take them by boat refused in the last minutes to approach the Cuban shore.

The subsidies continued anyway, and the publications were widely read in the Cuban community in Miami and, in the case of *Bohemia*, a weekly magazine that received more than \$3 million altogether, throughout Latin America as well.

The intelligence agency's onetime support of *Exponenter*, the British journal, has been reported, but agency sources said that the Congress of Cultural Freedom, the Paris-based group through which the C.I.A. channeled the funds, also supported a number of other publications, many of them now out of business.

that specializes in translations of academic works, and Walker & Co., jointly owned by Samuel Sloan Walker Jr., a one-time vice president of the Free Europe Committee, and Samuel W. Meek, a retired executive of the J. Walter Thompson advertising agency and a man with close ties to the C.I.A.

A spokesman at Franklin confirmed that the publisher had received grants from the Asia Foundation and "from another small foundation for an African project, both of which were supposed in 1967 as being supported by C.I.A." The spokesman added, "Franklin was unaware of that support then."

Mr. Walker said through a secretary that his concern had never "printed books on behalf of the C.I.A. nor published any book from any source which was not worthy of publication on its merits."

Other publishing houses that brought out books to which the C.I.A. had made editorial contributions included Charles Scribner's Sons, which in 1951 published "The Yenan Way," by Endocis Ravenna, from a translation supplied by William F. Buckley Jr., who was a C.I.A. agent for several years in the early 1950's. Also in 1951, G. P. Putnam's Sons published "Life and Death in Soviet Russia," by Valentin Gouzenko, the famous "El Campesino" of the Spanish Civil War.

editor for the Copley newspaper organization to join the C.I.A.

Other newspapers on whose staffs the C.I.A. is said to have placed agents over the years included *The Guyana Chronicle*, *The Haiti Sun*, *The Japan Times*, *The Nation of Rangoon*, *The Caracas Daily Journal* and *The Bangkok Post*.

And before the 1959 revolution the *Times of Havana*, owned by a former C.I.A. man, contributed to the "cover" of Mr. Phillips by signing him on as a columnist.

The C.I.A. reportedly had agents within a number of foreign news services, including L.A.T.I.N., a Latin America agency operated by the British news agency, Reuters, and the Britnaua organization in Scandinavia.

Although there were C.I.A. agents in the overseas bureaus of The Associated Press and United Press International, the C.I.A. is said to have had none in Reuters because that agency is British and thus a potential target of the British Secret Intelligence Service.

But sources familiar with the situation said that the C.I.A. occasionally "borrowed" British "assets" inside Reuters for the purpose of planting news articles. Asked about the much-publicized assertion by William F. Colby, the former Director of Central Intelligence, that the

Rare moment de vérité dans le New York Times en 1977 "enquêtant sur le rôle de la CIA dans les efforts de propagande mondiaux, incluant Radio Free Asia." Cliquez sur l'image pour la source.

*Jack Anderson*

## CIA's Misleading Tactics

WASHINGTON — In a triple assault on the public's right to know, the Central Intelligence Agency is (1) trying to shut off channels of information to the electorate, (2) seeking criminal penalties against reporters whose stories might identify CIA operatives and (3) spreading "disinformation" to news agencies.

The most disturbing is the disinformation campaign. This poisons the well from which Americans draw the facts they need to govern themselves. The wise Thomas Jefferson sought to lay this issue to rest two centuries ago when he argued that the people's right to know is more important than the officials' right to govern.

Now along comes Bill Casey, the doddering CIA director, with the argument that the government has the right to mislead the public by planting phony stories in the press.

His purpose ostensibly is patriotic. He wants to build public support for the political, economic and military measures that the Reagan administration believes are necessary to counter the worldwide conspiracies of the Soviet Union.

Legal experts have warned that the CIA is forbidden by law from conducting operations within the United States and that disinformation aimed at the American public, therefore, would be illegal. But Casey has found a way that he thinks the CIA can get around the law. The disinformation will be planted with foreign news bureaus whose stories are routinely picked up by U.S. newspapers.

Thus the phony stories may be con-

cocted by CIA dissemblers in McLean, Va., but will reach the American audience circuitously through foreign sources. Casey believes this deception does not violate the restrictions against domestic operations.

Trusted CIA sources have told my associate Ron McRae that the foreign press, in the words of one insider, "is already being manipulated directly."

Consider the campaigns to discredit Libya's radical ruler, Muammar Qaddafi, for example. There should be no need to portray him as being any more vile than he is. He has committed outrages that should be sufficiently repugnant to arouse American public opinion against him. I have called Qaddafi the world's most irresponsible ruler and have backed up this opinion with facts that need no embellishment.

But under the imaginative Casey, the CIA is busily creating rumors connecting Qaddafi to the slave trade in Mauritania, the only nation that still auctions people on the block.

The CIA is also spreading stories that Qaddafi is manipulating Libyan accounts in international banks and otherwise mismanaging the Libyan peoples' petrodollars.

The agency has even considered arranging the disappearance of a moderate Moslem leader after a visit to Libya. This could revive the outrage against Qaddafi in the Moslem world that followed the actual disappearance of a holy man,

named Mousa Sadr. He never returned from Libya after a set-to with the dictator.

What Casey doesn't understand is that truth — just the simple, straightforward truth — is the most effective method of persuading people and influencing events. If the U.S. government could re-establish its credibility, its word could become a powerful weapon for combating communism.

Casey has done his utmost to obstruct the flow of CIA information to the public. He has also sought criminal penalties against newsmen who divulge the identity of CIA agents. These steps are necessary, he has contended, to protect the CIA's secret operations.

The truth is that the CIA's own ineptness, not newspaper stories, has jeopardized secret activities and exposed its operatives. The most damaging disclosures have come from Philip Agee, who is a renegade CIA agent, not a newsmen. The CIA allowed him to slip through its fingers.

The CIA has loudly complained that its station chief in Athens, Robert Welch, was gunned down because his identity was revealed in anti-CIA publications. But the CIA station chief had occupied the same house in Athens for two decades, and sightseeing guides used to point it out to tourists. So Welch was more likely the victim of CIA carelessness than press exposure.

*©United Feature Syndicate*

Article dans le *Santa Cruz Sentinel* le 22 septembre 1981 sur une campagne de désinformation de la CIA. Cliquez sur l'image pour la source.

Le Centre d'aide aux médias internationaux (Center for International Media Assistance CIMA), un projet du National Endowment for Democracy, a publié plusieurs rapports annuels sur le développement des médias dans le monde entier.

Le premier rapport s'appelait [U.S. Public and Private Funding of Independent Media Development Abroad](#). (Financement étasunien public et privé voué au développement des médias indépendants à l'étranger).

Le but affiché du rapport est « d'apprendre qui sont les principaux bailleurs de fonds, dans quelle partie du secteur ils se concentrent (aide directe aux médias, formation des journalistes, campagnes d'information du public, amélioration de l'environnement juridique des médias, et gestion des médias) et de connaître les opportunités d'éduquer des donateurs potentiels à propos de l'importance du développement des médias indépendants comme élément essentiel des sociétés démocratiques ».

Certaines des principales conclusions du rapport de 2007 étaient les suivantes :

- En 2006, le financement étasunien public et privé pour le développement des médias internationaux dépassait 142 millions de dollars;
- Le financement du gouvernement étasunien s'élevait à près de 69 millions de dollars;
- Les subventions d'organisations à but non lucratif soutenues par le gouvernement – le National Endowment for Democracy et l'US Institute of Peace – totalisaient 13 millions de dollars.

L'Agence étasunienne pour le développement international (USAID) et le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail rattaché au Département d'État étaient les donateurs gouvernementaux les plus importants, avec des dons respectifs de 49 684 000 dollars et 11 800 000 dollars en 2006 seulement. Le plus important donateur privé cette année-là était l'Open Society Institute avec

40 millions de dollars, suivi par la Fondation John S. et James L. Knight, avec 7 millions de dollars.

La stratégie du gouvernement pour la période 2007-2012 détaillée dans le rapport est particulièrement intéressante. Selon le Plan stratégique du département d'État et de l'USAID pour l'exercice fiscal 2007-2012, le gouvernement ferait « progresser la liberté de presse en **aidant à créer et à développer des médias indépendants** [...] »

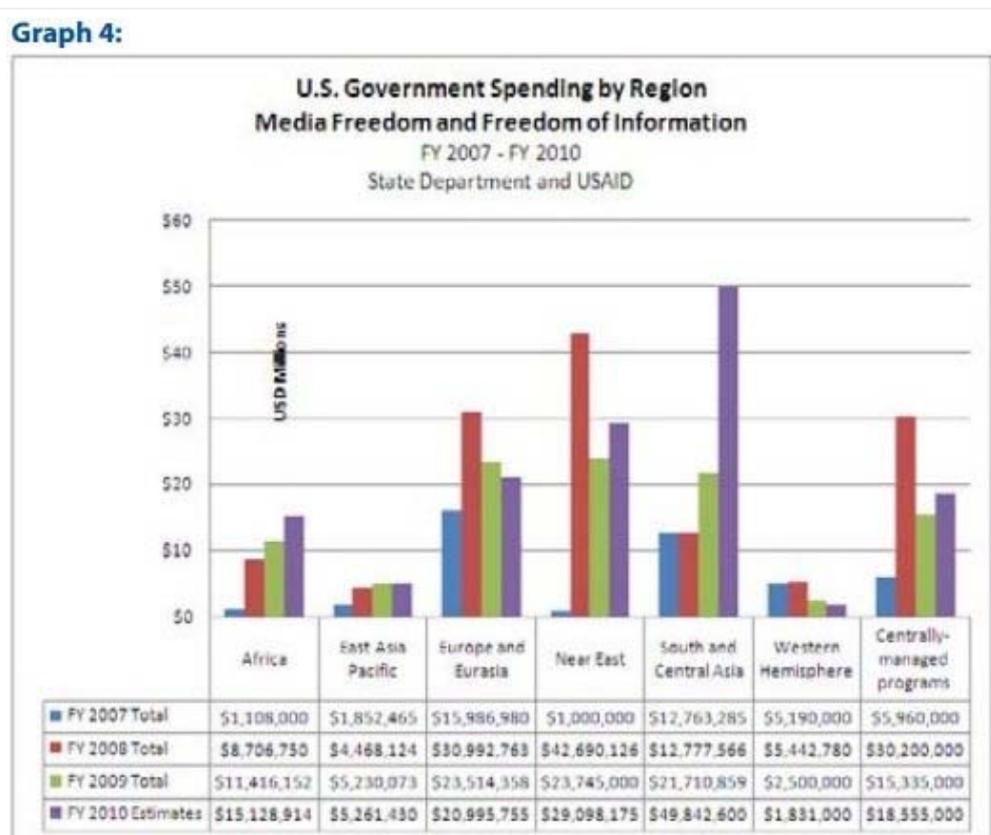
L'USAID joue un rôle clé dans le financement des médias « indépendants » à l'étranger, en particulier dans l'ancienne Union soviétique:

« Grâce aux efforts visant à transformer les médias contrôlés par l'État en médias indépendants dans les États post-soviétiques, **l'Europe et l'Eurasie est la seule des quatre directions générales géographiques de l'USAID à avoir un expert désigné en développement des médias.** » (Ibid.)

La rhétorique employée dans ce rapport constitue de la pure propagande et ne se donne même pas la peine d'être logique. Il dit clairement que l'État étasunien investit de l'argent et des ressources « visant à transformer les médias contrôlés par l'État en médias indépendants ». S'ils sont financés par l'État étasunien, comment peuvent-ils être qualifiés d'indépendants? Nous sommes portés à croire, que les médias financés par la Russie sont contrôlés par l'État alors que ceux financés par les États-Unis sont « indépendants ».

Pour une raison quelconque, peut-être la raison même, dans le rapport de 2010 intitulé [Le financement du gouvernement étasunien pour le développement des médias](#), le terme « indépendant » a été supprimé. Ce rapport précise que le financement étasunien des médias étrangers a augmenté « de façon spectaculaire » entre 2005-2010 :

« Au cours des cinq dernières années, le Département d'État étasunien et l'USAID ont dépensé plus d'un demi-milliard de dollars afin de soutenir le développement des médias internationaux [...] Les budgets du Département d'État et de l'USAID pour l'exercice 2010 totalisaient plus de 47,9 milliards de dollars. Moins de 0,3 pour cent de cette somme, soit 140,7 millions de dollars, a été consacré au développement des médias. Cela représente tout de même une **augmentation des dépenses de 36 pour cent, soit 37,3 millions de dollars de plus que l'exercice précédent pour le développement des médias et une hausse encore plus spectaculaire comparativement aux 68,9 millions dépensés cinq ans plus tôt** ».



Source : rapport de CIMA de 2010

Le gouvernement étasunien finance même directement les médias russes. Par exemple, en 2011-2012 l'[USAID a donné 2 540 000 dollars en subventions](#) pour un programme appelé « La presse écrite indépendante en Russie ». Les principaux bénéficiaires sont les organisations russes FNE et la Fondation Finformpolicy Dvl.

Cela semble très peu, mais, comme nous l'avons vu plus haut, la plupart des fonds de l'État pour « le développement des médias », autrement dit pour la propagande et la subversion politique, transite par des organisations « non gouvernementales » financées par le gouvernement, telles que le NED et Freedom House, obscurcissant ainsi les origines du financement. Ces organisations n'accorderont sûrement pas de subventions aux médias qui s'opposent au discours des grands médias occidentaux.

Par exemple, le rapport annuel de 2012 du NED, [indique, uniquement pour la Russie, plus de 4,6 millions de dollars](#) de financement pour divers programmes « d'accès à l'information », incluant entre autres : 74,730 dollars « Pour continuer à développer en Russie un réseau de journalisme d'investigation dans le domaine de l'environnement » et 80 000 dollars pour une organisation qui « surveillera le recours à la torture par des fonctionnaires chargés de l'application de la loi en s'appuyant sur des reportages dans la presse régionale et en offrant des consultations dans ses bureaux locaux. L'organisation fera connaître les résultats de sa surveillance sur son site Internet, à travers des ONG partenaires et dans les médias locaux et nationaux ».

Si le montant dépensé par le gouvernement étasunien pour les médias « indépendants » a diminué au cours des dernières années, CIMA explique dans son rapport de 2013, [Financement du gouvernement étasunien pour les médias : Tendances et stratégies](#), que cela est dû à « des compressions dans le financement du développement des médias associé au retrait des États-Unis en Irak et en Afghanistan en particulier, une baisse de 28 millions de 2010 à 2012 en Asie du Sud et en Asie centrale, et de 17,7 millions au Proche-Orient ».



Depuis le début des rapports de CIMA, il y a eu deux hausses marquées du financement du gouvernement étasunien : « Les données indiquent une brusque hausse du financement en 2008 dans le cadre d'un **investissement majeur dans la démocratie et la gouvernance en Irak – incluant les médias – et une autre en 2010 en raison d'un investissement similaire en Afghanistan.** »

Ces données sont très révélatrices et discréditent complètement l'idée de « médias indépendants » promue par le gouvernement étasunien et la NED. Elles montrent clairement que dans la dernière décennie, le gouvernement des États-Unis a considérablement augmenté son financement des « médias indépendants » dans les pays qu'il a illégalement envahis et occupés militairement.

Comment les États-Unis peuvent-ils prétendre financer le développement des médias indépendants et « promouvoir la liberté » à l'étranger, tel que mentionné dans le rapport de 2007, lorsqu'ils donnent l'argent après avoir mené des guerres illégales contre les pays récipiendaires, tué des millions de leurs citoyens, détruit leurs infrastructures et alors qu'ils les occupent militairement?

Si ce n'est pas exactement l'essence de la propagande et d'un média contrôlé par l'État, c'est quoi?

**Julie Lévesque**

Article initialement publié en anglais : [U.S. Propaganda 101: Illegally Invade Countries, Fund the Media, Call it "Independent"](#)

Copyright © 2015 Global Research